



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS
L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 28

MAI-JUIN 2018

DOSSIER « AUTOUR DU SPORT :
QUESTIONS DE PRATIQUES »

Éditorial

La coupe du monde de football est l'occasion de revenir sur certaines des dimensions des pratiques sportives : le sport comme politique de *soft power*, les discriminations auxquelles il donne lieu, mais également – soyons positifs – les valeurs olympiques dont il se réclame et qui, parfois, trouvent traduction dans les pratiques sociales. Sur le terrain des valeurs, justement, une autre bataille se joue, concomitante. Un débat à échelle multi continentale et dont les membres de l'Union européenne risquent de ne pas sortir gagnants. Ni à court terme, ni à long terme. Nous parlons évidemment de l'accueil des réfugiés. Alors que longtemps le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque) était perçu comme une quantité négligeable dans les négociations européennes, il dicte aujourd'hui avec ses

autres alliés d'extrême-droite en Europe les termes de l'agenda européen face à cette crise majeure. Crise, car outre le traitement inhumain des migrants, c'est le principe même de la solidarité, cher à l'Union européenne, qui est remis en cause. L'accueil est ramené à une simple « denrée » monnayable. Incidente : cet argent de la solidarité servira vraisemblablement à alimenter les caisses de la protection des frontières de l'Union. Au-delà, le caractère « volontaire » de son versement mine à la base l'idée même d'une communauté de destin entre nations. Le chacun chez soi, chacun pour soi l'emporte. En abandonnant la valeur de solidarité, l'Europe s'abandonne elle-même, car quand on cesse d'être solidaire des peuples en souffrance, on a déjà commencé à ne plus être solidaire avec soi-même. **E.T.**

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial p. 1

Actualité Kazakhstan

Droits de l'homme et grosses sommes d'argent : les pays démocratiques doivent revoir les principes de coopération avec les régimes autoritaires, par Open Dialog Foundation.....p. 3

Dossier « Autour du sport : questions de pratiques »

La coupe du monde de football 2018, un instrument géopolitique pour la Russie : bilan à l'aube de la coupe du monde de football 2018, par Lukas Aubin.....p. 6
 Russie 2018 : les dessous de la coupe du monde, par Camille Coatalem-Serikoff.....p. 9
 Discriminations homophobes à l'heure de la Coupe du monde de football en Russie, par Camille Garin.....p. 11
 Football et nationalisme : transformation du supporterisme en Ukraine, par Olga Ruzhelnik.....p. 13
 Le sport, un outil de réconciliation et de vivre-ensemble ? Le projet Sport4Youth au Kosovo, par Ana Larderet.....p. 17
 Rugby au Kosovo : quand les femmes prennent le pouvoir, par Bronwyn Jones.....p. 20

Lire

L'Europe centrale et orientale. De 1918 à la chute du mur de Berlin de Roman Krakovsky et *L'Europe centrale dans l'Europe du xx^e siècle* d'Antoine Marès et Alain Soubigou.....p. 22
La reconstruction des nations : Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus (1569-1999) de Timothy Snyderp. 23
À conserver précieusement de Ludmila Oulitskaïa.....p. 23
Kazakhstan : jeune nation entre Chine, Russie et Europe de Lise Barcellini.....p. 24

Equipe de rédaction : Ewa Tartakowsky, Camille Coatalem-Serikoff, Camille Garin et Viviane Tourtet.

► Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Actualité Kazakhstan

Droits de l'Homme et grosses sommes d'argent : les pays démocratiques doivent revoir les principes de coopération avec les régimes autoritaires

Par **Open Dialog Foundation**

Les gouvernements démocratiques concluent des contrats de plusieurs millions avec des États autoritaires, même si ces derniers négligent leurs engagements internationaux en matière de droits de l'Homme. Ainsi, les intérêts économiques priment sur les droits de l'Homme. Afin d'éviter divers risques, en particulier dans le domaine de la sécurité, les pays occidentaux doivent prendre une position ferme : le développement de la coopération commerciale et économique avec les États autoritaires doit dépendre de l'amélioration de la situation vis-à-vis de la liberté d'expression, de la liberté des médias, de la liberté de réunion et d'association. De plus, l'application de ce principe comme instrument de pression à un haut niveau diplomatique et politique donne des résultats concrets, elle contribue notamment à la libération des prisonniers politiques. Ces problèmes sont examinés sur le cas du Kazakhstan – un État autoritaire riche de ressources naturelles, pour lequel la France est un des investisseurs principaux.

Le 28 mai 2018, à Paris, a eu lieu le forum d'investissement « France-Kazakhstan » consacré à l'anniversaire des dix ans du début de la coopération stratégique entre les deux États. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères et Philippe Martinet, ambassadeur de France au Kazakhstan, ont rencontré la délégation kazakhe. Ils ont discuté des questions du

renforcement de la coopération bilatérale et de nouveaux projets d'investissement.

Grâce à l'abondance de ses ressources minières, le Kazakhstan est un partenaire économique majeur pour les pays de l'Occident. D'après les données du gouvernement kazakh, la France est un des investisseurs les plus importants du Kazakhstan : entre 2005 et 2017 le volume des investissements français s'élève à 13,9 milliards de dollars.

En avril 2018, le gouvernement kazakh a annoncé la mise en place de consultations concernant la visite du Président français au Kazakhstan. Le Président Nursultan Nazarbaïev lui a adressé une invitation appropriée.

Nazarbaïev gouverne seul le Kazakhstan depuis déjà 28 ans. La loi garantit l'immunité de ses avoirs ainsi que de ceux de sa famille. Des monuments sont érigés à son honneur partout dans le pays. Les pouvoirs kazakhs déclarent leur adhésion aux valeurs démocratiques. Cependant le régime autoritaire kazakh ne cesse de se durcir.

Dans le Kazakhstan moderne, plus de 20 prisonniers politiques sont écroués dans des lieux de privation de liberté. Ils sont placés dans des maisons d'arrêt où ils purgent déjà leur peine de prison pour activité publique, journalistique, pour la critique des autorités, pour la participation à des meetings pacifiques et même pour des commentaires et des « likes » dans les réseaux sociaux.

La critique des institutions internationales

Le régime autoritaire ignore la critique de l'UE, de l'ONU et de l'APCE concernant des problèmes systémiques en matière des droits de l'Homme. Dans le courant de ces dernières années, la critique publique à l'égard du Kazakhstan au niveau diplomatique a été prononcée par le Comité des droits de l'Homme de l'ONU⁽¹⁾, du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, du Comité contre la torture de l'ONU, du rapporteur spécial de l'ONU en matière de liberté de réunion et d'association pacifique, du rapporteur spécial de l'ONU en matière de situation des défenseurs des droits, de l'Union Européenne⁽²⁾, des membres de

1. En juin 2016, le rapport du Kazakhstan concernant l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques a été examiné.

2. Dialogue annuel UE-Kazakhstan sur les droits de l'Homme ; résolutions du Parlement européen, notamment du 18 mars 2013 et du 10 mars 2016.

l'APCE³), et des représentants de l'AP-OSCE.

La critique concerne l'oppression systématique par le Kazakhstan de la liberté d'opinion, de la liberté des médias, de la liberté de réunion et d'association ainsi que de l'existence de prisonniers politiques et de tortures. Par ces actions, le Kazakhstan viole les obligations internationales du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention contre la torture de l'ONU.

Le Kazakhstan a décliné la plupart des recommandations concernant la mise en place de réformes démocratiques dans le domaine judiciaire et dans le domaine du maintien de l'ordre. Les autorités du Kazakhstan ont refusé de réviser la réforme de la législation pénale qui est entrée en vigueur en 2015. Le Code pénal contient des notions floues et politisées, par exemple, « incitation à la haine sociale » (art. 174 du Code pénal), « diffamation » (art. 130 du Code pénal), « diffusion de fausses informations » (art. 274 du Code pénal), « violation du mode d'organisation des manifestations » (art. 400 du Code pénal), « provocation à la participation à une grève illégale » (art. 402 du Code pénal), « intervention des membres des mouvements associatifs dans l'activité des institutions d'État » (art. 403 du Code pénal). Ces articles sont activement appliqués à l'encontre des représentants de la société civile.

Dans le cadre du dernier Examen périodique universel de l'ONU⁴), le Kazakhstan a décliné 51 recommandations concernant la liberté d'expression, de libre association et de religion. Malgré la critique de la communauté internationale, en 2017, le pouvoir a liquidé la Confédération des syndicats indépendants du Kazakhstan. Tous les médias influents non-gouvernementaux kazakhs ont été fermés.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit d'association a souligné que le « despotisme de la loi » au Kazakhstan est utilisé pour limiter la liberté de réunions. Cependant les autorités ont laissé entendre que le rapporteur spécial « n'était pas objectif ». En outre, ayant ignoré une protestation du rapporteur spécial de l'ONU sur l'indépendance des juges et des avocats, en mars 2018 le parlement du Kazakhstan a adopté en première lecture un projet de loi qui établit un contrôle d'État du barreau.

La pression de la communauté internationale contribue à la libération des prisonniers politiques

Dirigé par des intérêts économiques, le Kazakhstan essaie d'obtenir la loyauté des partenaires occidentaux. C'est pourquoi le

gouvernement fait des concessions isolées dans les affaires des prisonniers politiques.

Ces dernières années, grâce à la pression méthodique de la communauté internationale, quelques prisonniers politiques ont été libérés : l'homme politique d'opposition Vladimir Kozlov ; les pétroliers du Janaozen ; les journalistes Guzal Baydalinova, Zhanbolat Mamay, Seïtkazy Mataev ; les victimes de la « psychiatrie punitive » – l'avocat Zinaida Mukhortova, qui a été libéré de l'hôpital psychiatrique, et la militante Natalia Ulasik, transférée à un régime de détention adouci.

Quelques cas de libération des prisonniers politiques sont survenus à la veille et après la visite au Kazakhstan de la délégation du Parlement européen. Du 10 au 11 mai 2018, la délégation vérifiait l'accomplissement par le Kazakhstan des engagements dans le cadre de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé UE-Kazakhstan. L'accord, signé en décembre 2015, soulève non seulement des questions de coopération économique mais aussi de respect des droits de l'Homme.

En avril-mai 2018, Talgat Ayan⁵), qui a participé aux manifestations protestataires contre la Réforme agraire, a été libéré, ainsi que des militants syndicaux, Amin Eleusinov et Nurbek Kushakbayev. Les autorités ont également annulé la décision concernant l'internement forcé dans un hôpital psychiatrique de la blogueuse Ardak Ashim, qui est poursuivie pour des posts « négatifs dirigés contre le gouvernement ». Cependant, elle a été obligée à recevoir des soins psychiatriques en ambulatoire.

Mais ces concessions ne sont que des demi-mesures. D'un côté, le pouvoir autoritaire fait semblant d'adoucir le régime, mais de l'autre côté, il réprime violemment les protestations et jette derrière les barreaux de nouveaux accusés pour des motifs politiques.

Durcissement des poursuites politiques au Kazakhstan

Le 10 mai 2018, dans plusieurs régions du Kazakhstan, les habitants sont sortis dans les rues pour participer à une protestation pacifique afin d'attirer l'attention de la délégation du Parlement européen sur le problème des prisonniers politiques. Les autorités ont interpellé plus de cent cinquante protestataires et plus de trente personnes ont été placées en détention administrative. L'appel à participer aux meetings avait été lancé par Mukhtar Ablyazov, homme politique d'opposition, leader du mouvement citoyen d'opposition Choix démocratique du Kazakhstan (DVK).

3. Notamment, les déclarations écrites No. 630 du 27 avril 2017, No. 638 du 11 octobre 2017, No. 652 du 25 janvier 2018, No. 655 du 25 avril 2018.

4. A eu lieu en octobre 2014.

5. Les protestations ont eu lieu en 2016. Les autorités ont interpellé près de 1 000 manifestants.

En mars 2018, le tribunal de la ville d'Astana a qualifié le DVK d'« organisation extrémiste » et a interdit son activité au Kazakhstan. Le DVK a été accusé d'« incitation à la haine sociale », de « création d'une attitude négative envers les autorités et de création d'une attitude protestataire ».

La décision du tribunal se fonde sur une rhétorique politicienne et prévoit des peines de prison (jusqu'à 17 ans) pour le soutien au DVK et à son leader Moukhtar Abliazov. Le Parquet convoque des militants et des journalistes aux interrogatoires et « prévient » de la responsabilité pénale. La police a même interpellé dans les rues des personnes se promenant avec des ballons bleus (couleur du DVK). Les autorités bloquent les réseaux sociaux afin de supprimer le contenu du DVK.

Plus de vingt citoyens kazakhs ont été sujets à des poursuites pénales pour avoir discuté des contenus du DVK sur Internet ou même pour les likes dans les réseaux sociaux. Certaines de ces personnes sont emprisonnées dans des maisons d'arrêt, notamment, Aset Nurzhaubay, Ablovov Joumayev, Kenzhebek Abishev, Almat Zhumagulov, Mourat TOUNGUICHBAYEV (TOUNGUICHBAYEV se trouve au sein d'une maison d'arrêt au Kirghizistan et risque une extradition au Kazakhstan). En outre, le Kazakhstan œuvre pour l'extradition de la militante du DVK Zhanara Akhmetova de l'Ukraine.

Dans le monde moderne, le pluralisme et les discussions politiques sont des facteurs intégrants du développement de la société. Mais au Kazakhstan, cela constitue un fondement pour engager des poursuites pénales. À l'heure actuelle, n'importe quel désaccord ou activité sociale peut être qualifié comme « soutien au DVK » et être puni de peines d'emprisonnement.

Le Kazakhstan ignore les demandes de l'Union européenne d'enquêter sur les faits de torture à l'encontre d'un homme d'affaires, Iskander Yerimbetov, qui se trouve dans une maison d'arrêt depuis novembre 2017. Le pouvoir refuse d'appliquer la décision du Comité des droits de l'Homme de l'ONU concernant la libération du prisonnier politique Mukhtar Dzhakishiev. Les observateurs internationaux ne peuvent le voir, malgré le fait qu'il souffre de maladies à haut risque vital. Le militant Maks Bokayev reste en prison malgré les demandes d'un groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire.

Les intérêts économiques ne doivent pas prévaloir sur les droits de l'Homme

Le commerce entre le Kazakhstan et l'Europe représente la moitié de la circulation des marchandises kazakhs. Dans des conditions

de déclin économique, le Kazakhstan a besoin des investissements européens. C'est pourquoi l'Union européenne, et notamment la France, dispose d'importants leviers d'influence pour améliorer la situation des droits de l'Homme au Kazakhstan.

Dans leur dernière déclaration, des défenseurs des droits de l'Homme et des militants ont exprimé leur regret concernant le fait qu'en mai 2018 aucun membre de la délégation du Parlement européen ne s'est approché des protestataires et n'a réagi à des interpellations de masse. Selon cette déclaration, « *par leur accord tacite, ils ont exprimé un soutien au pouvoir autoritaire du Kazakhstan* »⁶. Nonobstant ce fait, l'article 1 de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé UE-Kazakhstan oblige les deux parties à agir dans le respect des droits de l'Homme dans sa politique intérieure et extérieure, conformément aux accords internationaux.

En renforçant la coopération économique avec des États autoritaires, il est important que les démocraties occidentales ne s'éloignent pas des valeurs des droits de l'Homme sur lesquelles elles se fondent. Si l'Union européenne et certains États vont passer sous silence des outrages aux droits de l'Homme en échange de contrats économiques, les régimes autoritaires, se sentant en impunité, prendront des mesures encore plus répressives. Cela peut aboutir à la création de foyers de radicalisation et à des menaces à la sûreté dans la région.

Lors des visites aux États autoritaires, les délégations de l'UE et des pays occidentaux doivent rencontrer non seulement des membres des gouvernements mais aussi des représentants de la société civile et des victimes des répressions politiques. Cela donnera la possibilité d'obtenir une information objective sur la situation dans le pays. Afin d'assurer le monitoring de la situation, la Commission européenne, en coordination avec les pays membres de l'UE, devrait suivre les affaires politiquement motivées et visiter les prisonniers politiques dans leurs lieux de détention.

Un des mécanismes efficaces de lutte contre l'impunité vis-à-vis des violations des droits de l'Homme sont les sanctions. Les sanctions prévoient notamment des restrictions concernant les comptes, les actifs et la délivrance de visas pour les hauts fonctionnaires coupables de faits de torture ou de poursuites politiquement motivées (ce qui ne constitue pas une intervention dans les affaires intérieures des autres États). C'est pourquoi l'adoption par la France d'une loi selon l'exemple de la Global Magnitsky Human Rights Accountability Act assurerait la responsabilité personnelle pour des violations systématiques des droits de l'Homme dans les États autoritaires (y compris au Kazakhstan).

6. Appel des représentants de la société citoyenne kazakhe au Parlement européen du 28 octobre 2017.

Dossier « Autour du sport : questions de pratiques »

La coupe du monde de football 2018, un instrument géopolitique pour la Russie : bilan à l'aube de la coupe du monde de football 2018

Par **Lukas Aubin**, chercheur en géopolitique à l'université de Nanterre

Prologue

Nous sommes le 29 novembre 2017 et Vladimir Poutine rend visite aux employés de la Compagnie des chemins de fer russes (RJD). Comme à l'accoutumée, les caméras de télévision sont de sortie et elles retransmettent le déplacement du président russe. Après un échange de banalités tout à fait classique, une dame d'un certain âge, au sigle RJD bien en évidence sur son uniforme de service, intervient avec bonhomie :

« Pouvez-vous nous donner le secret de votre énergie et de votre optimisme ? », interroge-t-elle.

Et Vladimir Poutine de répondre du tac au tac :

« Ça se résume en un mot : "sport", à ne pas confondre avec "spirt" [Nb : alcool russe]. Entre les deux il n'y a qu'une lettre de différence, mais elle est colossale »⁽¹⁾.

L'audience s'esclaffe et, fait rare, le président russe esquisse un sourire. La blague est connue, elle remonte à l'époque soviétique. La scène se déroule quelques jours avant l'annonce de sa présentation à l'élection présidentielle russe et elle clôturera ainsi une campagne pré-électorale teintée par le sport. Et pour cause, dans quelques mois le pays accueillera le plus grand événement sportif de son histoire et la première coupe du monde de football en ex-URSS. L'événement est de taille et les enjeux géopolitiques également.

Introduction

Quand Vladimir Poutine arrive au pouvoir en 2000, le monde du sport russe est en déliquescence. Les années 1990 ont été catastrophiques en raison du brutal changement de modèle économique qui a vu la plupart des clubs professionnels abandonnés par l'État et laissés à l'abandon. Les joueurs et les entraîneurs russes ont fui le pays par milliers afin de rejoindre des horizons

économiquement fiables et sportivement relevés. Aussi, en rétablissant la verticale du pouvoir et en axant ses mandats successifs sur l'idée du retour de la grande Russie sur la scène internationale, Vladimir Poutine utilise depuis maintenant 18 ans le sport comme un instrument politique de *soft power* afin d'arriver à ses fins. Pour ce faire, les oligarques, les entreprises, les sportifs, et les hommes politiques russes ont été mobilisés en nombre afin de redorer le blason sportif du pays et ainsi rendre effective l'injonction du président. Depuis 2000, la stratégie se décline en deux domaines dirigés vers deux publics. Il s'agit à la fois de redresser les clubs sportifs professionnels du pays et d'accueillir les plus grands événements sportifs du monde sur le territoire. Tout en dirigeant cette stratégie à la fois vers l'audience domestique et l'audience internationale. Les raisons sont évidentes. À l'échelle locale, le sport est un puissant vecteur patriotique quand, à l'échelle internationale, il sert à montrer les muscles, peaufiner la vitrine Russie, et attirer touristes et investisseurs étrangers. Presque deux décennies plus tard, force est de constater que cette stratégie a globalement fonctionné. Entre 2010 et 2018, la Russie est le pays qui a accueilli le plus grand nombre d'événements sportifs internationaux majeurs. Les clubs sportifs professionnels ont été rachetés par les oligarques et sont à nouveau compétitifs dans les compétitions internationales. Et au lendemain des JO de Sotchi 2014, la popularité de Vladimir Poutine n'a jamais été aussi haute (88 % d'opinions favorables selon le centre indépendant *Levada*).

À la tête de cette politique sportive, Vladimir Poutine. Poutine hockeyeur, Poutine judoka, Poutine nageur, le président russe est devenu à lui tout seul l'image de marque de la Russie. Celui que l'on surnomme le mâle alpha est devenu au fil des années l'homme modèle qui sert à la fois d'exemple aux femmes et aux hommes russes. Il ne boit pas, il ne fume pas, il garde le contrôle de lui-même, il fait du sport régulièrement. Bref, un mode de vie sain qui lui permettrait d'affronter la vie politique, et qui permettrait à ceux qui suivent son exemple d'affronter la vie tout court.

1. <https://www.youtube.com/watch?v=pMz6wpK4n3U> [consulté le 5 juin 2018].

Souvent moquée à l'étranger, cette mise en scène corporelle permet au président russe d'être omniprésent dans les médias et d'être sur tous les fronts à la fois. En réalité, il est l'antithèse de Boris Eltsine qui durant les années 1990 était décrié pour son alcoolisme tout en étant jugé conciliant à l'égard des puissances occidentales. L'ancien président est aujourd'hui devenu le symbole de cette terrible période synonyme de difficultés pour bon nombre de citoyens russes et, en trois mandats, Vladimir Poutine s'est forgé une image rassurante tout à fait opposée à celle de son prédécesseur.

2000-2018: Du soft power au sport power

De plus, depuis la fin des années 2000, le sport est officiellement devenu un instrument de *soft power* pour la Russie. L'expression *Rossiia – sportivnaya derzhava* (Russie – une puissance sportive) est employée pour la première fois officiellement par Dmitri Medvedev à l'occasion du forum éponyme destiné à définir les grandes lignes de la diplomatie sportive du pays. Puis, dès 2013, le sport est intégré au programme fédéral russe par l'intermédiaire d'un texte de loi expliquant en substance que la diplomatie sportive russe doit « œuvrer pour créer une image positive de la Russie correspondant au prestige de sa culture, son éducation, ses performances sportives et scientifiques [...]. Elle doit œuvrer à créer les instruments pour influencer son image dans le monde entier. Et améliorer le système d'application du soft power ».

Pourtant, ces succès de façade masquent le semi-échec de cet ambitieux *sport power* russe.

Un contexte géopolitique défavorable

En effet, lorsque la Russie obtient la Coupe du monde de football 2018 en 2010, le monde est bien différent de celui d'aujourd'hui. La guerre en Syrie n'a pas encore commencé. La révolution du Maïdan en Ukraine non plus. La Crimée n'est pas retournée à la Russie. Et les sanctions économiques occidentales qui en ont découlé n'existent pas encore. La Russie est alors dans une dynamique positive à l'égard de ses homologues occidentaux. Elle s'approprie depuis plusieurs années les plus grands événements sportifs de la planète et les utilise afin d'envoyer un message attractif: la Russie est de retour sur la scène internationale et elle a de bonnes intentions.

Pourtant, lorsque les JO de Sochi 2014 arrivent, la roue géopolitique tourne. Le plus grand pays du monde se rallie progressivement à Bachar Al Assad, l'Ukraine s'embrace, et Vladimir Poutine fait passer une loi sanctionnant la « propagande homosexuelle ». Dans ce

contexte tendu, le slogan « la Russie grande, ouverte, moderne » – écrit partout en anglais, en russe, et en français pendant les JO – fait pâle figure face aux polémiques. Les deux semaines des Olympiades deviennent en effet une plateforme politique où s'opposent pro et anti-russes par l'intermédiaire des médias et des réseaux sociaux. « Boycott », « Pussy Riots », « Ukraine », « Maïdan », ou encore « droits des LGBTI » sont les hashtags les plus associés aux JO.

Dans le même temps, certains hommes politiques, comme Barack Obama ou Angela Merkel, boycottent la cérémonie d'ouverture. Par l'intermédiaire de ses porte-parole, le Kremlin répond et appelle à la dépolitisation du sport. Mais les signaux sont contradictoires tant le sport est devenu au fil des ans un instrument politique utilisé régulièrement par Vladimir Poutine. Si les JO se sont bien déroulés, on peut douter de la pertinence de dépenser 40 milliards de dollars pour un événement qui s'est transformé en tribune politique mondiale.

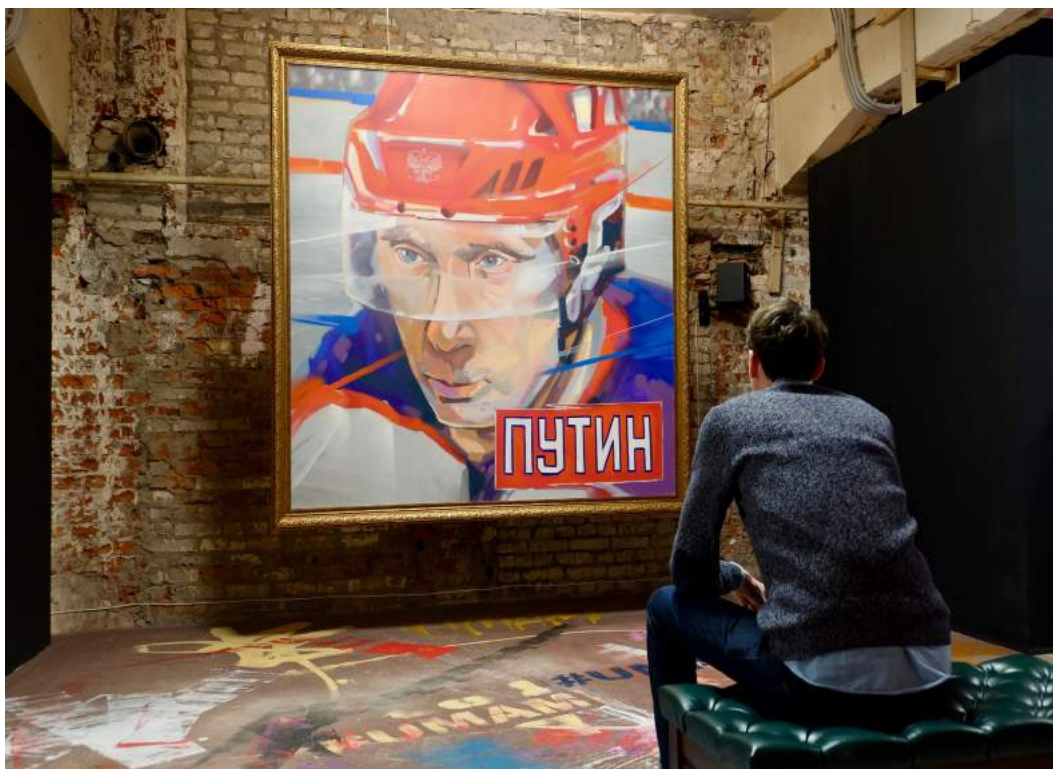
L'évènementiel sportif en Russie : de tribune à tribunal médiatique

Quatre ans plus tard, à l'aube de la Coupe du monde, la situation a empiré. La Russie est devenue l'épicentre mondial de la politisation du sport. Le pays enchaîne les polémiques et, si le spectre de l'Ukraine s'est quelque peu éloigné, celui du supposé « dopage d'État » l'a remplacé. Les deux rapports McLaren, violemment contestés par les politiques russes, ont engendré des conséquences jamais vues dans l'histoire du sport. Pas moins de 25 sportifs russes ont dû rendre leur médaille obtenue aux JO de Sochi, les championnats du monde de bobsleigh 2017 ont été retirés à la Russie, et, enfin, le pays a officiellement été exclu des JO d'hiver 2018 à Pyeongchang, en Corée du Sud.

À mesure que l'évènement Coupe du monde se rapproche, les critiques se font de plus en plus vives. Le récent rapport du conseil des droits de l'Homme de la FIFA publié en septembre 2017 décrit une situation difficile pour les travailleurs présents sur les chantiers liés à la Coupe du monde. Environ 12 000 travailleurs dont la moitié sont immigrés seraient confrontés régulièrement à des risques pesant sur leur santé et leur sécurité.

Par ailleurs, la question du boycott est redevenue centrale depuis quelques mois. 60 députés européens ont demandé le boycott diplomatique de la Coupe du monde prétextant vouloir faire rempart à « la voie autoritaire et anti-occidentale du président russe ». De plus, suite à l'affaire Skripal, le Royaume-Uni et l'Islande ont d'ores et déjà annoncé officiellement le boycott de l'évènement. Il y a fort à parier que d'autres nations occidentales suivront.

La question des droits des animaux est – comme pour les JO de Sochi – au centre



(Photo © Lucas Aubin)

Vladimir Poutine, image de marque de la nation russe

des débats. Des milliers de chiens errants seraient actuellement assassinés afin de « nettoyer » les rues des villes hôtes de l'évènement. La fondation 30 millions d'amis et plusieurs associations locales russes ont alerté Vladimir Poutine pour que cela cesse.

De plus, les associations pour les droits des lesbiens, gays, bisexuels, transgenres, et intersexes (LGBTI) ne manquent pas une occasion de rappeler les supposés manquements du pouvoir russe en la matière, quand les associations antiracistes s'inquiètent des débordements potentiels à l'intérieur et en dehors des stades.

Enfin, le risque d'attentat est également perçu comme extrêmement important.

Cette défiance occidentale (médiatique et politique) à l'égard la Russie n'est pas une nouveauté. Déjà, pour les JO de Sotchi 2014, les mêmes arguments étaient avancés afin de décrédibiliser le pays sur la scène internationale et d'alerter l'opinion publique sur la situation en Russie. Ainsi, l'évènement sportif semble aujourd'hui se retourner contre son pays hôte qui ne peut que subir les assauts médiatiques. L'évènement sportif n'est alors plus une vitrine positive du pays à l'international mais bien une tribune – voir un tribunal – médiatique.

Un *soft power* réactif au lieu d'être attractif

En réponse à cela, le pouvoir russe semble

naviguer à vue en étant depuis 2014 davantage dans la réaction que dans l'action et/ou dans l'attraction. Les dirigeants crient régulièrement au complot occidental tout en appelant à demi-mot à refondre le modèle sportif du pays afin d'en éloigner la corruption et le dopage. À demi-mot, demi-mesures. Les faits destinés à satisfaire les instances sportives internationales semblent souvent n'être qu'une façade. Vitaly Mutko a été destitué de son poste de ministre des sports pour devenir vice-ministre... des sports. Yelena Isinbayeva, en tête de la vindicte populaire russe à l'encontre des « décisions occidentales », a été nommée à la tête l'agence anti-dopage russe (RUSADA)⁽²⁾. Et enfin, Vladimir Poutine parle « d'humiliation pour le pays » et milite auprès de l'ONU pour « cimenter la dépolitisation du sport dans la loi internationale ».

La géographie au service de la politique et des représentations

Malgré tout, de cette stratégie de *sport power* qui fait aujourd'hui défaut à la Russie, la Coupe du monde devrait en être le pinacle. Onze villes, douze stades, deux continents, des milliers de kilomètres à relier entre eux, etc. C'est le plus grand territoire jamais administré pour une Coupe du monde de football et l'enjeu est de taille : valoriser et véhiculer les représentations des régions et des villes concernées par l'évènement.

2. La perchiste a finalement quitté RUSADA en mai 2017 suite aux pressions provenant de l'Agence Mondiale Antidopage (AMA).

Si certains stades accusent un retard dans la construction, ils devraient être prêts pour l'évènement. Qu'importent les moyens, la Russie est toujours à l'heure. Elle l'a régulièrement prouvée dans son histoire (JO de Moscou 1980, Universiades de Kazan 2013, JO de Sotchi 2014, etc.) et la Coupe du monde ne devait pas faire exception.

Aujourd'hui, l'évènementiel sportif s'apparente à de la communication d'entreprise, il s'agit de faire du *nation branding*, du *nation building*, du *region branding* ou encore du *city branding*. En d'autres termes : utiliser le territoire à des fins de soft power en l'enrobant de storytelling. Ainsi, une ville, un pays, ou une région devient un vecteur de représentations puissant que le pouvoir peut manipuler à sa guise pour le faire « exister sur la carte » et y développer, par ricochet, le tourisme par exemple.

Pendant un mois le Kremlin va donc utiliser la Russie comme une vitrine destinée à faire rayonner une *certaine idée* du pays à l'international tout en soudant la nation autour d'un objectif commun. Pourtant, à l'inverse des JO de Sotchi, l'intérêt de la Coupe du monde est moins sportif que politique. Le pays n'a pas – ou très peu – de culture footballistique et la Sbornaya (l'équipe nationale russe) a un niveau de jeu relativement médiocre.

Ici, l'intérêt géopolitique pour le pouvoir fédéral sera donc de montrer la diversité de l'histoire et de la culture russe. Pour mener à bien cette mission, onze villes aux caractéristiques très différentes ont été désignées : Saint-Pétersbourg la tsariste, Moscou la puissante, Volgograd la Soviétique, Sotchi la station balnéaire, Samara et Saransk les industrielles du bassin de la

Volga, Kazan la musulmane, Kaliningrad l'Européenne, Iekaterinbourg l'Asiatique, Nijni Novgorod le petit Moscou, et Rostov-sur-le-Don « la porte du Caucase ».

Géographiquement, il est à noter que pour la première fois de l'histoire une Coupe du monde de football se déroulera sur deux continents à la fois. Iekaterinbourg se situe en effet sur le pan asiatique de la Russie, ce dont le pouvoir russe se targue régulièrement. Par opposition géographique, à plus de 3000 km à l'ouest d'Iekaterinbourg, se situe Kaliningrad. L'enclave russe – qui ne présente aucun intérêt sportif tant le football y est pratiquement inexistant – est la caution européenne d'une Russie en quête d'influence notamment auprès des minorités russophones des pays baltes. Ce petit bout de Russie désincarné et ouvert sur la mer baltique est en effet enserré par les frontières lituanienne et polonaise.

Conclusion

Ainsi, ces onze villes vont porter la Coupe du monde sur leurs épaules. Du souhait de leur président, elles ont pour mission de transmettre aux visiteurs et aux téléspectateurs toute la diversité, la complexité, les traditions, l'histoire et la richesse de la Russie. De ses représentations – positives ou non – dépendra la réussite de l'évènement.

Les émotions fortes liées au sport figent les souvenirs dans le temps, beaucoup plus que la publicité. Là est tout l'enjeu pour Vladimir Poutine : rendre la Coupe du monde 2018 *mémorable et positive*, précisément là où les JO de Sotchi 2014 ont échoué. La faute, à l'époque, à un contexte géopolitique défavorable. Pas sûr que la situation se soit réellement améliorée.

Russie 2018 : les dessous de la coupe du monde

Par **Camille Coatalem-Serikoff**

Pour l'ouverture du Mondial de foot de 2018, plus d'un million et demi de supporters sont attendus en Russie. Moscou aura dépensé près de 638 milliards de roubles, soit 9,4 milliards d'euros pour l'organisation du tournoi et la construction et reconstruction de 12 stades. Malheureusement, derrière le faste et la grandeur d'un tel évènement sportif, les problèmes d'organisation se suivent et se ressemblent en Russie. Déjà durant

la préparation des Jeux olympiques de Sotchi, de très nombreuses violations des droits des travailleurs avaient été relevées. La préparation de cette Coupe du monde russe fait, en réalité, partie d'une longue série d'affaiblissement des droits de l'Homme.

La coupe du monde de la corruption

Juste après l'attribution du Mondial, le montant prévu par les Russes pour la seule construction des stades (dix nouveaux ouvrages et deux réfections) était d'environ 2,7 milliards d'euros.

Cependant, la récession économique a entraîné une réduction du budget alloué et la chute du rouble a augmenté d'environ 30 % les coûts des constructions. Ainsi de nombreux projets ont connu des complications et des retards de planification, comme le stade de Rostov dont l'ouverture a été repoussée de l'été 2017 à décembre de la même année. Pour faire face aux problèmes économiques, un député du parti de Vladimir Poutine, « Russie unie », a proposé, dès 2015, d'avoir recours à des détenus pour travailler sur les chantiers de construction. Le député a souligné que cette main-d'œuvre serait nettement moins coûteuse que des travailleurs réguliers. En effet, si les prisonniers sont convoités, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont bon marché, mais surtout parce que leur situation juridique précaire ne leur permet pas de s'opposer à leur exploitation – situation, par ailleurs, identique à celle des travailleurs migrants. Ainsi lors des préparatifs des Jeux olympiques de Sotchi, les travailleurs migrants représentaient 70 % de la force de travail. Aujourd'hui, ils continuent à former l'épine dorsale de la préparation de la Coupe du monde 2018.

Bien que la main-d'œuvre soit peu chère, les coûts de construction ont progressivement explosé. Lorsque la ville de Saint-Petersbourg a commencé la planification de son nouveau stade en 2006, le projet devait se terminer à la fin de 2008 et coûter 6,7 milliards de roubles (90 millions d'euros). Après son ouverture en 2017, soit 10 ans après le début des travaux, le vice-gouverneur de la ville, Igor Albin, a annoncé que le coût avait sextuplé pour atteindre 645 millions d'euros⁽¹⁾. Cependant, le coût réel est beaucoup plus élevé, environ 3 milliards selon l'agence Transparency International. Si les coûts de construction des stades ont connu une flambée des prix, c'est principalement à cause de la corruption, de la mauvaise gestion et des fluctuations du taux de change. Au total, Moscou aura déboursé 10 milliards d'euros pour organiser la Coupe du monde. Le Mondial en Allemagne en 2006 a coûté 430 millions et pour le Brésil, en 2014, c'est un peu plus de 8 milliards.

Le rôle central des travailleurs migrants

Lors des constructions, les ouvriers travaillant sur les chantiers ont été confrontés à des conditions de travail extrêmement dures. En

hiver, le travail ne s'est pas arrêté malgré des températures atteignant – 25 °C et en l'absence de protection suffisante. On recense 5 travailleurs immigrés décédés entre août et décembre 2016. D'après un rapport de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, ce sont au moins 21 ouvriers qui seraient morts sur les chantiers de construction des stades en Russie⁽²⁾. À titre comparatif, plus de 70 travailleurs sont morts pendant la construction des Jeux olympiques de 2014 à Sotchi (Russie), 13 lors des Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro (Brésil), 6 aux Jeux olympiques de 2008 à Pékin (Chine), et aucun lors de la construction du parc olympique aux Jeux olympiques de 2012 à Londres (Royaume-Uni).

Aux maltraitances s'ajoutent plusieurs cas de salaires impayés. Des travailleurs de plusieurs stades ont organisé à de nombreuses reprises des grèves pour protester contre le non-paiement de leurs salaires et pour dénoncer les violations du droit du travail qu'ils subissaient. En effet, entre 70 et 80 % des travailleurs étrangers n'avaient pas de contrat de travail et la plupart travaillaient au noir, sans papiers, et sans assurance maladie. Selon un rapport de Human Rights Watch⁽³⁾, à Kaliningrad, des ouvriers qui voulaient se plaindre de leurs conditions de travail en ont été empêchés par les agents de sécurité, qui les ont aussi forcés à rester dans leurs dortoirs durant la visite de la délégation de la FIFA⁽⁴⁾. Début mars 2015, 50 ouvriers travaillant au stade Zénith à Saint-Petersbourg ont ainsi protesté car ils n'avaient pas perçu le versement de leur salaire depuis octobre 2014. À Rostov, des ouvriers ont également manifesté pour leurs salaires non payés. Généralement, suite à ces manifestations les ouvriers venant d'Asie centrale sont déclarés migrants illégaux et renvoyés dans leur pays.

Si une majeure partie des travailleurs immigrés viennent d'Asie centrale, de Turquie, ou d'Arménie, quelques dizaines de milliers d'autres viennent de Corée du Nord. Envoyés sur les sites de construction russes, ces ouvriers travaillent, selon Marzuki Darusman, rapporteur spécial des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en Corée du Nord, dans des conditions proches de l'esclavage. Payés 10 à 15 dollars pour onze heures de travail par jour, et n'ayant aucun jour de congé, ils sont à la merci de leurs employeurs, qui sont complices de cette exploitation et de ce système de travail forcé⁽⁵⁾. De plus, une

1. Alec Luhn, « Like prisoners of war: North Korean labour behind Russia 2018 World Cup », *The Guardian*, le 4 juin 2017, <https://www.theguardian.com/football/2017/jun/04/like-prisoners-of-war-north-korean-labour-russia-world-cup-st-petersburg-stadium-zenit-arena> [consulté le 10 juin 2018].
2. Hugh Williamson, *Russia World Cup: Labor Abuses on Stadium Building Sites*, Human Rights Watch, le 6 juin 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/06/06/russia-world-cup-labor-abuses-stadium-building-sites> [consulté le 12 juin 2018].
3. *Russie/FIFA : Des travailleurs exploités sur les chantiers de la Coupe du Monde 2018*, Human Rights Watch, le 14 juillet 2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/06/14/russie/fifa-des-travailleurs-exploites-sur-les-chantiers-de-la-coupe-du-monde-2018> [consulté le 10 juin 2018].
4. A. Luhn, « Like prisoners of war... », *op. cit.*
5. *Ibid.*

partie de leur salaire est ponctionnée par le gouvernement nord-coréen pour financer les dépenses militaires nationales⁽⁶⁾. Non seulement ils gagnent moins que les autres travailleurs migrants, mais ils vivent aussi dans des conditions plus exiguës - six à huit travailleurs partageant une caravane. En 2017, un Nord-Coréen est décédé sur le chantier du stade Zénith, probablement à cause du surmenage.

Critiquée pour son implication dans le conflit ukrainien, l'occupation de la Crimée et son soutien à Bachar El-Assad, un tel événement sportif permet à Moscou de s'offrir pour quelque temps un vernis mais aussi et surtout une respectabilité internationale. C'est sans doute la meilleure façon d'effacer les mauvais souvenirs et d'avoir un peu de répit face aux événements mondiaux catastrophiques. À l'attribution de la Coupe du monde à son pays, Vladimir Poutine avait déclaré vouloir que cette Coupe soit



(Photo © www.volganet.ru)

Arena à Volgograd, construction du nouveau stade pour la coupe du monde.

celle de « l'amitié et du fair-play », mais malheureusement ses mots sonnent aujourd'hui creux au vu de ces crimes qui sont tout simplement trop grands pour être ignorés.

6. « FIFA, La Boulette russe », *La Tribune de Genève*, le 2 septembre 2015, <https://www.tdg.ch/monde/fifa-boulette-russe/story/17218929> [consulté le 2 juin 2018].

Discriminations homophobes à l'heure de la Coupe du monde de football en Russie

Par **Camille Garin**, étudiante en Master 2 à l'Institut français de Géopolitique

Bien que le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, affirme publiquement et fermement l'absence de toute discrimination à l'égard des homosexuels, la société russe s'exprime avec moins de nuances⁽¹⁾. Les violences et discriminations restent monnaie courante envers cette orientation sexuelle trop souvent perçue comme une maladie dont on pourrait se soigner. Les événements de mars 2017 avec la découverte, révélés par le journal d'opposition *Novaya Gazeta*, de l'enlèvement, la torture et le meurtre de Tchétchènes homosexuels (à l'image du chanteur tchétchène Zelimkhan Bakaev battu à mort) sont révélateurs du climat homophobe qui règne en Russie et en particulier en Tchétchénie, cette république musulmane traditionaliste du Caucase Nord. Ramzan Kadyrov aurait lui-même déclaré l'inexistence de personnes homosexuelles en Tchétchénie. Si l'on suit cette logique, cela semble donc évident qu'il n'y ait pas de persécutions vu que les personnes homosexuelles sont absentes du territoire tchétchène : « *Nous n'avons pas ce genre de personne ici. Nous n'avons pas de gays et s'il y*

en a, emportez-les au Canada. Prenez-les loin d'ici pour que nous n'en ayons pas chez nous, pour purifier le sang de notre peuple »⁽²⁾. Une vision traditionnelle dans laquelle ceux qui sont décrits comme ayant « des relations sexuelles non traditionnelles » n'ont pas de place.

Si l'attitude de la république tchétchène reste la plus extrême envers la communauté homosexuelle, le gouvernement russe a de même adopté une position très conservatrice. Depuis la ratification en juin 2013 d'une loi interdisant la « propagande homosexuelle » envers les mineurs en Russie par le Président Vladimir Poutine, loi qui vise à « *protéger les enfants contre les informations qui favorisent le déni des valeurs traditionnelles de la famille* », les discriminations vont bon train contre la communauté LGBT russe. Suite à l'application de cette loi, trois militants homosexuels russes avaient été condamnés pour avoir déployé une banderole sur laquelle était écrit que « *l'homosexualité est normale et non une perversion* » devant un lycée et une bibliothèque. Refusant d'être stigmatisés et pénalisés par la loi russe, les militants avaient porté cette affaire devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) qui a récemment (en juin 2017) condamné

1. Tatiana Kastouéva-Jean, « Question 70 : Les Russes sont-ils homophobes ? », *La Russie de Poutine en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2018, p. 233.

2. Claire Tervé, « Pour le président tchétchène Ramzan Kadyrov : 'Il n'y a pas de gays ici (...) Ils sont le démon' », *Huffpost*, le 16 février 2017, https://www.huffingtonpost.fr/2017/07/14/pour-le-president-tchetche-ramzan-kadyrov-il-ny-a-pas-de-ga_a_23030468/ [consulté le 16 avril 2018].

l'attitude du gouvernement russe, le sommant de payer des réparations envers les plaignants.

Pourquoi l'homosexualité pose-t-elle autant problème en Russie ?

L'homosexualité s'inscrit mal dans les valeurs orthodoxes ou communistes (pendant l'époque soviétique, elle était même passible de prison⁽³⁾ et, jusqu'en 1999, elle était considérée comme une maladie mentale). Or le rapprochement actuel du pouvoir russe avec l'Église orthodoxe réduit une marge de tolérance envers la communauté homosexuelle. Le mariage gay apparaît comme un « péché » et un symbole de la décadence des pays occidentaux selon le chef de l'Église orthodoxe russe, le patriarche Cyrille de Moscou. Il a notamment réaffirmé ses propos en 2017 lors de l'inauguration de la cathédrale orthodoxe de la Sainte Trinité à Paris. Ce discours s'insère parfaitement dans la rhétorique du pouvoir russe qui construit une représentation de la Russie assiégée, seule gardienne des valeurs traditionnelles face à un Occident décadent et qui tente de saper l'identité russe. La société russe a intégré ce discours puisque dans un sondage réalisé par le Centre analytique Levada interrogeant 1600 Russes entre le 15 et le 20 décembre 2017, 83 % considéraient que les relations homosexuelles « sont condamnables ou presque toujours condamnables »⁽⁴⁾. Cette homophobie a été encouragée par la loi adoptée en 2013 pénalisant la « propagande homosexuelle ». Peu après son adoption, le patriarche Cyrille de Moscou avait d'ailleurs déclaré que l'union entre des couples de même sexe dans plusieurs États occidentaux serait un signe précurseur de la fin du monde⁽⁵⁾. Depuis sa ratification, les crimes LGBT-phobes ont doublé en cinq ans. De plus, 103 000 nouveaux cas de personnes atteintes du Sida ont été enregistrés en 2016 (hausse de 5 % par rapport à l'année précédente). Le climat anxigène qui réside en Russie contre les personnes homosexuelles a encouragé la diminution des moyens de prévention : le VIH, étant perçu comme marqueur d'homosexualité, est devenu tabou.

Un climat inquiétant pour la Coupe du monde de football en 2018...

Le président Vladimir Poutine avait déclaré en 2014 lors des Jeux Olympiques d'hiver à Sochi que la Russie était un pays sûr pour les homosexuels. Depuis la tenue de ces JO et les nombreuses manifestations contre l'adoption de la loi de 2013 interdisant

la « propagande homosexuelle », le Comité International Olympique a formellement interdit de discriminer les athlètes en fonction de leur orientation sexuelle. Toutefois, la Russie et l'Égypte sont encore en désaccord avec l'ajout de cette mention dans la Charte des JO qu'ils n'ont par ailleurs pas signée. Le président



(Photo © CC Stuart Grout)

Soutien aux militants LGBT russes lors d'une manifestation

de la Fédération de Russie avait en outre déclaré quelques semaines avant la tenue des JO à Sochi que les athlètes/supporters homosexuels ne seraient pas discriminés tant qu'ils « laissent les enfants tranquilles ». Cette phrase traduit particulièrement bien la confusion qui règne entre homosexualité et pédophilie dans la mentalité russe. C'est sans doute cette confusion qui a en partie influencé l'adoption de la loi de 2013 visant à « protéger les enfants » face à la « propagande homosexuelle ». La loi de 2013 n'est toutefois pas uniquement une conséquence de cette représentation sur l'homosexualité. En effet, en interdisant ce qui est appelé « propagande homosexuelle », les autorités russes suppriment un espace de liberté d'expression pour la communauté LGBT notamment sur Internet. La communauté homosexuelle russe semble donc bannie de l'espace public puisque toute référence publicitaire, visuelle, numérique ou écrite peut rentrer dans le champ de la « propagande homosexuelle ».

À l'approche de la Coupe du monde de football en juin 2018 en Russie, l'association le Football against Racism in Europe (FARE) a annoncé la sortie d'un guide destiné aux supporters LGBT qui conseille de rester prudent « dans les endroits où il n'est pas certain qu'ils soient accueillants pour la communauté LGBT ».

3. T. Kastouéva-Jean, *La Russie de Poutine en 100 questions*, op. cit., p. 234.

4. Julie Baret, « Les Russes sont plus homophobes que jamais et les conséquences en sont lourdes », *Têtu*, le 17 janvier 2018, <http://tetu.com/2018/01/17/efforts-de-poutine-payent-russes-nont-jamais-ete-homophobes/> [consulté le 16 avril 2018].

5. N.S., « Le patriarche Kirill voit dans le 'mariage homosexuel' un 'signe de l'Apocalypse' », *La Croix*, le 23 juillet 2013, <https://www.la-croix.com/Urb-et-Orbi/Actualite/Monde/Le-patriarche-Kirill-voit-dans-le-mariage-homosexuel-un-signe-de-l-Apocalypse-2013-07-23-989716> [consulté le 16 avril 2018].

« Le guide inclura également des informations sur la situation actuelle de la communauté LGBT en Russie, a déclaré le directeur exécutif de FARE, Piara Powar, il faut par exemple savoir que les enjeux concernant les LGBT ne font pas partie des problématiques publiques. La place de l'homosexualité en Russie est souvent cachée, souterraine »⁽⁶⁾. Toutefois selon le porte-parole du Réseau LGBT russe Russian LGBT Network, association qui a été parmi les premières à exfiltrer des Tchétchènes homosexuels, il ne faut pas pour autant penser que la société russe est homophobe par nature.

Malgré cela, on observe un retour au conservatisme et aux valeurs traditionnelles de la famille encouragé par le gouvernement de Vladimir Poutine, et donc un manque de tolérance envers la communauté LGBT qui subit encore des discriminations. Ce manque de tolérance empêche et transgresse sur les libertés des individus à l'image de ce couple

homosexuel russe, marié à Copenhague début janvier 2018, et dont le mariage a été approuvé par un fonctionnaire d'un guichet municipal (qui a tamponné leur passeport). Aucune circonstance légale ne s'opposait alors à ce mariage contracté à l'étranger. Et pourtant la réaction du ministère de l'Intérieur russe n'a pas tardé à se faire attendre⁽⁷⁾. Ce dernier a annoncé que les passeports du couple seraient invalidés et les fonctionnaires ayant apposé leur autorisation à ce mariage seraient licenciés. Le gouvernement russe adopte même une attitude que l'on pourrait presque qualifier de paranoïaque. En effet, une vidéo parodique tournée par des cadets de l'Institut d'aviation civile d'Oulianovsk dansant dans une tenue « bdsm », en slip et sanglés en lanières de cuir sur une musique du DJ Benny Benassi (*Satisfaction*) a été particulièrement sanctionnée. Les étudiants n'ont pas encore été exclus de l'école mais des sanctions ne vont pas tarder à être prises à leur rencontre⁽⁸⁾...

6. LG, « Un guide de précaution pour les gays présents au mondial 2018 », *So Foot*, le 29 novembre 2017, <http://www.sofoot.com/un-guide-de-precaution-pour-les-gays-presents-au-mondial-2018-450554.html> [consulté le 26 avril 2018].

7. Andreï Vatovitch, « Un mariage gay reconnu en Russie pour la première (et dernière fois) », *Huffpost*, le 29 janvier 2018, https://www.huffingtonpost.fr/andrei-vatovitch/un-mariage-gay-reconnu-en-russie-pour-la-premiere-et-derniere-fois_a_23346340/ [consulté le 18 avril 2018].

8. *Ibid.*

Football et nationalisme : transformation du supporterisme en Ukraine

Par **Olga Ruzhelnik**, doctorante à l'Université Paris-Nanterre

En février 2014, à l'apogée de la révolution surnommée Euromaïdan, les dirigeants des mouvements de supporters⁽¹⁾ de tous les clubs de football ukrainiens de première division et 21 groupes de deuxième et troisième divisions et de la Ligue amateurs ont signé une trêve pour une durée indéterminée. Ce phénomène n'est pas unique – il a eu lieu, par exemple, en Égypte en 2011 et Turquie en 2013. Mais la cristallisation du mouvement des supporters ukrainiens de football autour des événements associés à Euromaïdan est un phénomène unique pour l'Ukraine.

Pratiquement depuis le début de la manifestation, les supporters de football, catalogués par le grand public comme voyous, extrémistes et fauteurs de troubles, se retrouvent engagés activement dans la protection des manifestants d'Euromaïdan. Ils font face à la police et aux « *titouchky* » (criminels et gangsters suspectés d'être payés par le gouvernement pour attaquer et disperser des manifestations pacifiques d'opposants), et redéfinissent ainsi leur image publique en Ukraine.

La plupart de ces supporters étaient également parmi les premiers à se rendre dans la zone d'OAT⁽²⁾ après le début de l'agression perpétrée par les forces pro-russes dans le Donbass. Ils ont pour un grand nombre poursuivi leur engagement politique dans un parti politique nationaliste.

Ainsi, le niveau de politisation et l'activité politique des supporters de football ont changé. Ils deviennent des acteurs actifs dans le champ politique ukrainien. Avant, le système politique exerçait une

1. Ici et dans tout le texte, nous utilisons la notion de « supporters » et pas « ultras ». À notre avis, d'un point de vue théorique et sémantique, la notion de fans de football a une plus grande pertinence que celle d'ultras, puisque, d'une manière générale, « les fans de football » correspondent à un mode de vie particulier en général, « les ultras » relèvent d'un style particulier du comportement.

2. « L'opération anti-terroriste » est la dénomination officielle de La guerre du Donbass, qui est un conflit armé en cours ayant débuté en 2014 lors de la crise ukrainienne et se déroulant au sud-est de l'Ukraine.

influence sur leur monde. Après, c'est leur monde qui impacte le système politique.

La question nationale en Ukraine soviétique et post-soviétique et ses effets sur le monde du football

Pour comprendre ce tournant il faut revenir aux origines historiques du mouvement des supporters de football. Les premières équipes de football apparaissent dans de nombreuses villes de l'Empire Russe, qui comprend l'Ukraine à cette époque, à partir de la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Après Moscou, des cercles de passionnés de football émergent dans les grandes villes ukrainiennes, des matchs se tiennent et le football en tant que jeu se popularise parmi toutes les strates de la population locale⁽³⁾. À l'époque, les attaques physiques comme les coups de pieds et même les prises de style rugby ne sont pas considérées comme une violation des règles, mais plutôt comme des manifestations de courage, d'athlétisme et d'esprit sportif⁽⁴⁾. C'est dans cet esprit et avec cette façon de jouer que le football naît et grandit en Ukraine.

Depuis le début du XX^e siècle, le football acquiert toutes les caractéristiques d'un mouvement de masse. Au cours des premières décennies du nouveau siècle, des clubs de football apparaissent dans de nombreuses villes d'Ukraine. Leurs créateurs sont principalement des jeunes, des lycéens et des étudiants. Après Odessa et Nikolaïev, le mouvement s'étend à Kiev.

Initialement les clubs de football se forment sur une base sociale. Mais après la fin de la Première Guerre mondiale, sur le territoire de l'Ukraine occidentale, les clubs de football se forment de plus en plus sur la base de valeurs nationales, religieuses et politiques. Par exemple, pour rallier des jeunes lors des élections, les sociaux-démocrates créent des associations de gymnastique et le Parti socialiste populaire soutient le club « Sokol » (Faucon). Les communautés sportives constituées sur la base de critères ethniques tels les cercles sportifs « Hakoah » et « Kadima », fonctionnent sous l'égide de la communauté juive et « Plast » de la communauté ukrainienne⁽⁵⁾.

Dans la partie d'Ukraine intégrée à l'URSS, le développement de la culture physique et sportive des travailleurs est érigé en valeur primordiale. Considérés comme une relique du passé, les clubs de football « bourgeois » sont progressivement dissous, remplacés par des clubs sportifs ouvriers.

Corrélativement, la répression par

les autorités des clubs de football liés au mouvement national ukrainien, se manifeste tout au long de l'histoire de la RSS d'Ukraine. Mais c'est surtout dans les années 1960 que le football devient un champ d'expression d'opinions patriotiques et nationalistes. À cet égard, la victoire en 1961 du FC « Dynamo » Kiev au championnat soviétique en football devient un fort moment d'auto-identification nationale.

Dans les années 1980, le lien entre le football et les opinions politiques nationalistes devient manifeste. Dans le contexte de la *Perestroïka*, on assiste à la propagation des opinions antisoviétiques et anticommunistes y compris dans le monde du football. En témoigne l'unité « anti-Moscou », regroupant les supporters de plusieurs clubs ukrainiens et baltes. L'année 1989 voit apparaître les drapeaux jaunes et bleus au stade du « Dynamo » Kiev et, depuis 1990, l'exécution de l'hymne avant et pendant le match devient rituelle.

Dans la dernière période, les symboles nationaux sont de plus en plus utilisés lors des matchs dans le cadre de la Ligue de football de l'Ukraine. Les matchs à domicile de l'équipe nationale ukrainienne sont, quant à eux, des moments privilégiés de manifestation de l'identité nationale (symboles nationaux, chansons ukrainiennes nationalistes, costumes typiques, etc.).

Corrélativement à l'indépendance de l'Ukraine en 1991, les rencontres régulières avec des clubs russes plus forts et leurs supporters se font plus rares, d'où une baisse progressive d'intérêt pour le football. Dans ces conditions, ce sont les forces de l'ordre qui deviennent l'ennemi principal. À la fin des années 1990, l'antagonisme entre la police ukrainienne et les supporters, déjà ancien, se transforme en conflit ouvert et violent. Les affrontements se font également entre les supporters des clubs nationaux et locaux ainsi que des mouvements de supporters réunis par des alliances. La rencontre de 2001 entre l'équipe nationale ukrainienne et l'équipe biélorusse est restée dans les annales comme particulièrement violente.

La dimension idéologique de la participation des fans de football dans la révolution ukrainienne

Dès les premiers jours, certains supporters du FC « Dynamo » Kiev s'impliquent dans le mouvement du Maïdan dans l'objectif de protéger les manifestants. Selon ce supporter du « Dynamo » Kiev : « *Nous ne sommes pas pour l'Europe, pas pour la Russie, mais pour l'Ukraine. Mais nous étions là pour*

3. Yuriy Soroka, *Istoriya ukrainskogo futbola*, Kharkiv, Folio, 2012, p. 44.

4. *Ibid.*, p. 45.

5. *Ibid.*, p. 71.



(Photo @Licence CC, Wadcoo?)

Manifestants devant l'entrée principale du stade Dynamo à Kiev, le 24 janvier 2014.

protéger ces étudiants naïfs qui étaient là. Tout le monde a pensé que ce serait tout très pacifique, il y aura une petite version de la révolution orange de 2004 sans résultat spécial. (...) Malheureusement, nous n'étions pas présents au moment quand ils ont battu les étudiants⁽⁶⁾, nous ne pouvions même pas penser que le gouvernement tomberait si bas. Après cela, nous étions toujours là, selon une décision non officielle, tous. Les désaccords de football peuvent attendre»⁽⁷⁾.

Le 16 janvier 2014, le Parlement de l'Ukraine adopte des lois anti-protestation, restreignant la liberté d'expression et la liberté de réunion (poursuites pour le blocage des accès aux bâtiments résidentiels, l'installation non autorisée des tentes, des scènes et du matériel de sonorisation, les rassemblements avec port de masques ou de camouflage ; censure d'Internet ; l'interdiction potentielle d'assister à des matchs de football, etc.). Cette décision renforce la protestation et les supporters de football décident de s'impliquer dans les événements en cours.

Le 21 janvier 2014, la veille de l'entrée en vigueur de ces mesures, les fans du FC «Dynamo» Kiev annoncent sur leur page du réseau social «VK» la création des unités de défense spéciales pour protéger les manifestants du Maïdan. L'élimination des «*titouchky*» devient l'objectif premier des supporters de football pendant Maïdan, ce dont témoigne cet autre supporter du «Dynamo» Kiev : «*Ils étaient habillés en civil, donc il*

était difficile pour les gens ordinaires de les détecter. Ils attaquaient et dispersaient».

Bien qu'officiellement les ultras aient signé une trêve entre les mouvements des supporters des différents clubs le 13 février 2014, la trêve réelle a déjà commencé fin novembre 2013. Comme l'explique cet autre fan du FC «Dynamo» Kiev : «*Pendant cette période entre nous, il n'y avait déjà aucun conflit. (...) Sur Maïdan, nous ne sommes pas ennemis, sur Maïdan nous avons un ennemi commun – c'est Berkout»⁽⁸⁾.*

Les supporters se sont également mobilisés pour protéger AutoMaïdan qui était alors une unité mobile d'Euromaïdan. Ces colonnes indépendantes de voitures avaient alors pour tâches la patrouille des rues, le blocage des bâtiments administratifs, l'escorte et l'évacuation des activistes. Tout comme Maïdan, AutoMaïdan a été visé par les forces pro-gouvernementales (voitures incendiées, kidnapping de conducteurs, etc.).

À cette période, Kiev regroupe des fans de la capitale mais aussi ceux du «Dniepro», «Karpaty» Lviv, «Vorskla» Poltava et FC «Bukovyna» Tchernivtsi. Cette situation nouvelle reconfigure les identités anciennes, fait émerger un «nous» plus large qui subsume les oppositions du passé dans une opposition à un nouvel «ennemi» (les «*titouchky*», les Berkout, etc.).

Mentionnons que, durant Maïdan, les supporters expriment des positions politiques diverses. Certains se montrent négatifs vis-

6. La dispersion forcée de protestation pacifique sur la place de l'Indépendance à Kiev par le « Berkout » dans la nuit du 30 novembre 2013. Environ 400 manifestants, la plupart étudiants, sont restés sur la place. À la suite des actions du « Berkout », au moins 79 personnes ont été blessées.

7. Les entretiens, dont les extraits sont cités dans cet article, ont été réalisés par l'auteure à Kiev en août 2017.

8. Anciennes unités spéciales servant de police antiémeute au sein de la militia ukrainienne, dépendant du ministère de l'Intérieur.

à-vis des leaders politiques de la révolution ; d'autres, comme les fans du FC « Karpaty » Lviv, liés au parti politique nationaliste « Svoboda » (Liberté) avant Maïdan, ne le soutiennent pas directement. D'autres encore se rapprochent de l'organisation politique « *Pravyy Sektor* » (le Secteur Droit).

Fondé en novembre 2013, le « Secteur Droit » est un mouvement civil et une confédération paramilitaire, unissant les activistes des organisations radicales ukrainiennes, principalement nationalistes et d'extrême droite. Il se revendique de Stepan Bandera (1909-1959), homme politique et idéologue du nationaliste ukrainien. Cette organisation, qualifiée par les plus grands médias mondiaux comme la BBC, *New York Times*, *Time* ou *Le Monde Diplomatique*, d'ultra-droite, nationaliste ou ultranationaliste, a su gagner la sympathie de certains supporters de football.

La participation des fans de football ukrainiens à la guerre et en politique

À la suite de Maïdan, la plupart des fans sont parmi les premiers à se rendre dans la zone de l'Opération antiterroriste (OAT) après le début du conflit. Ils se sont principalement joints aux bataillons volontaires « Azov », « Aydar », « Dnepr-12 » et « Donbass », le premier et le deuxième bataillon de réserve d'utilisation opérationnelle de la Garde nationale (surnommé plus tard bataillon « Kulchytsky »), de l'unité de volontaires ukrainiens « *Pravyy sektor* ». La frontière entre un engagement « patriotique » et national est mince : le commandant du bataillon « Azov » Andrei Biletsky est également à la tête des organisations de l'Assemblée sociale-nationale (ASN), située à l'extrême droite du champ politique et construite autour du « Patriote d'Ukraine », une organisation nationaliste extrême.

Après le conflit, les fans de football du FC « Metalist », devenus vétérans du bataillon « Azov », organisent une équipe de football « Azov ». Mais les suites ne se situent pas seulement sur le terrain sportif.

Au printemps 2015, les vétérans du bataillon « Azov » créent un mouvement politique civil de droite nommé le « Corpus Civil Azov ». L'objectif du mouvement est « *la lutte avec les ennemis internes pour ouvrir la voie à la politique pour les jeunes patriotes*

ukrainiens ». Le « Corpus Civil », qui compte aujourd'hui environ 15 000 membres actifs, est l'organisation la plus populaire parmi les jeunes défenseurs du radicalisme et du mouvement de droite⁹. Transformé en 2016 par un parti politique nationaliste, anti-européen et anti-russe « Le Corpus national », il compte toujours un grand nombre de supporters de football ayant pris part aux hostilités au sein du bataillon « Azov », certains étant devenus *dirigeants des unités locales du parti*.

Conclusion

Au cours des quatre dernières années, les supporters de football ukrainiens ont subi des changements profonds sous l'influence des événements importants dans le pays. Parmi ces moments forts, la révolution politique survenue en Ukraine en 2014, symbolisée par les événements de Maïdan, a vu les supporters jouer un rôle important de protection des manifestants. La guerre dans l'est de l'Ukraine, à laquelle ils participent activement, favorise la poursuite des reconfigurations identitaires : un « nous » plus large opposé cette fois à un ennemi commun (gouvernement, Poutine, etc.).

L'analyse de la transformation des fans de football ukrainiens sous l'influence des événements nationaux importants permet de mettre en lumière la politisation de la sphère péri-footballistique et la « footballisation » de la sphère politique en Ukraine. Ce dernier phénomène participe largement de la construction d'une identité nationale.

La sous-culture des supporters ukrainiens de football au cours des dernières années a également subi des changements importants. Initialement mal perçue par l'opinion publique, elle a acquis de nouvelles fonctions et n'est plus perçue aussi négativement par la société ukrainienne. D'une part, la majorité des mouvements de supporters en Ukraine se retrouve dans le sentiment national renforcé chez un grand nombre de citoyens d'Ukraine du fait de son potentiel unificateur en temps de guerre. D'autre part, les sentiments patriotiques ont aidé les ultras à prendre une part active dans le mouvement pour l'unité nationale, redéfinissant leur image, de manière plus favorable à leur assimilation dans la nouvelle société ukrainienne, leur transformation en agents sociaux dans le système politique ukrainien et dans la production et le maintien de l'identité nationale.

9. Anton Shekhovtsov et Andreas Umland, « Ukraine's radical right », *Journal of Democracy*, vol. 25, n°3, 2014, p. 61.

Le sport, un outil de réconciliation et de vivre-ensemble ?

Le projet *Sport4Youth* au Kosovo

Par **Ana Larderet**, cheffe de mission de Play International au Kosovo, et **Mathilde Estiot**, assistante à la cheffe de mission

Établie au Kosovo depuis 2002, l'ONG française Play International travaille au plus près des jeunes pour leur permettre d'œuvrer à construire une société kosovare pacifique et plus inclusive de ses diversités.

Un travail de terrain quotidien pour établir des liens étroits avec les jeunes

Le 26 mai 2018, l'équipe de Play International s'est rendue à Gračanica rendre visite à des volontaires membres de son programme *Sport4Youth*. Milan, jeune Kosovar serbe de 16 ans, et deux de ses amis, doivent organiser une activité socio-sportive pour les enfants de leur village. Une fois par mois, l'équipe vient leur rendre visite pour s'assurer que l'activité est de qualité et que les jeunes ont progressé depuis leur dernière visite. Milan, volontaire au sein de la section française de l'ONG depuis fin 2017, est d'autant plus engagé qu'il a lui-même bénéficié, étant enfant, de ces activités sportives gratuites organisées par les générations de volontaires précédentes. Une photo de lui âgé de 10 ans et courant en culottes courtes derrière un ballon, trône dans les bureaux de Play International à Pristina.

Une quinzaine d'enfants du village – Kosovars, Serbes et Roms – accourent dès qu'ils voient les jeunes adolescents s'approcher du terrain de sport public avec leur sac de matériel sportif et leurs T-shirts arborant le logo en V de l'ONG. Cinq minutes d'échauffement, puis des jeux ludiques et collaboratifs entre garçons et filles commencent. Les enfants se dépensent sans compter, ils ont le sourire aux lèvres et le rire facile. Ici, il n'y a pas beaucoup d'activités ludiques à disposition.

Située à quinze minutes de la capitale, Pristina, Gračanica est l'enclave serbe la plus emblématique de la situation complexe du Kosovo. À l'entrée du village, des panneaux avertissent le passant que la zone est sous surveillance caméra. Quelques mètres plus loin, à proximité de la mairie de Gračanica,

les drapeaux serbes se multiplient. Ici, les Kosovars serbes utilisent le dinar serbe et l'indicatif téléphonique de la Serbie, ils suivent les matchs entre les clubs de basket de Belgrade, Crvena Zvezda (Étoile Rouge) et Partizan, et soutiennent l'équipe de football serbe lors de la coupe du monde. Les écoles des municipalités à majorité serbe suivent le curriculum éducatif de Belgrade, non de Pristina. Ici on ne parle pas un mot d'albanais.

Un peu plus tôt dans le mois, l'équipe a rendu visite aux jeunes volontaires de Kamenica, un autre village. Dans ce village, les écoles serbes et albanaises se joutent, mais ne se mélangent pas. Les relations restent correctes, mais Jovana, jeune Serbe de 18 ans, n'a jamais mis les pieds à Pristina de sa vie – à Belgrade, oui, à chaque période de vacances d'été. Le même jour, les deux équipes de volontaires, Serbes et Albanais, ont chacune prévu d'organiser une activité avec les enfants de leurs communautés respectives. Cette séparation ethnique est prévue dans le cadre du programme pendant les premiers six mois de volontariat : cela permet aux jeunes d'acquérir les compétences suffisantes pour pouvoir ensuite gérer un groupe d'enfants mixtes ne parlant pas la même langue et véhiculant des préjugés les uns vis-à-vis des autres. Les jeunes Albanais n'avaient pas compté sur une sortie scolaire qui a vidé le village de ses enfants kosovars albanais. L'équipe leur propose donc de se joindre (petite enfreinte aux règles du programme) au groupe des Serbes et c'est donc dans une ambiance très conviviale que les volontaires albanais se joignent aux Serbes et parviennent à ressortir les quelques mots de serbe qu'ils connaissent pour se faire comprendre des enfants qui jouent. Entre les jeunes volontaires, la communication se fait principalement en anglais. Aurel, volontaire albanais à l'anglais irréprochable, nous explique que les relations inter-ethniques sont plutôt bonnes à Kamenica, mais qu'il suffirait d'une étincelle, d'un incident politique, pour que les divisions ethniques se réaffirment. Lors de la tentative ratée d'adhésion du Kosovo à l'UNESCO en 2015, contestée par les Kosovars serbes et soutenue par les Kosovars albanais, Kamenica avait vu ses habitants divisés de nouveau et des violences resurgir.

Volontariat et sport, les deux éléments clés de promotion de la réconciliation et du dialogue inter-ethnique

C'est dans le contexte géopolitique unique et très particulier du Kosovo que l'ONG Play International intervient depuis la fin du conflit en 1999. Elle utilise le sport comme outil de réconciliation et de paix pour que les jeunes générations de Kosovars apprennent à vivre ensemble. Elle prétend déconstruire les préjugés qui sont omniprésents au sein des jeunes générations kosovares, d'autant plus prégnants que ces jeunes générations n'ont pas connu la « belle époque » yougoslave, qu'ils apprennent une histoire univoque transmise par les générations qui ont souffert de l'apartheid des années 1990, et qu'ils n'apprennent plus la langue les uns des autres.

L'ONG travaille directement avec et pour la jeunesse kosovare, en ciblant les groupes les plus vulnérables : minorités ethniques (Ashkalis, Bosniaks, Roms, Serbes, Turcs), et jeunes filles et adolescentes venant de zones rurales. Cependant, ses programmes, centrés principalement autour du volontariat et du sport, se fondent autour de trois principes : 1) le sport est un outil ludique et apolitique formidable pour rassembler des gens de tous horizons et de toutes cultures ; 2) un changement de mentalités n'est pas possible sans l'implication des groupes majoritaires (ici, les Kosovars albanais) ; et 3) un changement de mentalités n'est possible qu'à travers des rencontres fréquentes et sur une longue durée.

Depuis 2008, l'ONG a concrétisé ces principes au travers du projet *Sport4Youth*, qui permet de mettre en réseau et de former des jeunes Kosovars (âgés de 14 à 20 ans) à devenir animateurs sportifs dans leurs propres villages (l'équivalent d'un BAFA sport en France). Le projet a trois objectifs principaux : créer des liens entre jeunes de différentes communautés, renforcer leurs compétences et les responsabiliser, et transmettre des valeurs démocratiques aux enfants. Ce programme, d'une durée minimum d'un an et demi, a l'ambition de créer un changement profond parmi les jeunes volontaires et de leur permettre d'acquérir l'esprit critique suffisant pour qu'ils puissent se forger leurs propres opinions, au-delà des préjugés transmis par leurs aînés. À travers plusieurs temps de formations multiethniques et des activités sportives spéciales qui rassemblent à la fois enfants et volontaires de différentes villes, les jeunes et les enfants ont l'opportunité de sortir de leur milieu habituel, de se rencontrer à de multiples reprises et de créer des liens entre eux. Ce projet a été l'objet d'attentions répétées et a reçu, entre autres, le prix du meilleur projet de résolution de conflit en 2014 de la part de l'organisation Beyond Sport.

Un contexte complexe en perpétuelle évolution

Cependant, de nombreux obstacles parsèment ce chemin. L'ONG est particulièrement tributaire et assujettie aux aléas politiques. L'équipe doit sans cesse rester vigilante et s'assurer que des événements extérieurs ne viennent pas détruire en quelques minutes le travail méticuleux de plusieurs mois. Ainsi en 2014, lorsque des inondations violentes avaient frappé la Serbie et fait des victimes, certains volontaires s'étaient réjouis sur les réseaux sociaux des dommages et pertes causés, provoquant la colère des Kosovars serbes. L'équipe avait dû intervenir immédiatement, parlant aux volontaires individuellement et en groupe, questionnant la soi-disant liberté d'expression prônée par les jeunes et leur faisant prendre conscience que leurs commentaires pouvaient heurter les sentiments d'autres membres du réseau, mettant ainsi la réussite du projet en péril. Lors d'un match de football entre la Serbie et l'Albanie, la même année, où un drone portant le drapeau de la « Grande Albanie » avait suscité la colère des supporters serbes et la suspension du match dans la violence et les gaz lacrymogènes, les volontaires de l'époque avaient de nouveau réagi sur les réseaux sociaux, postant des photos qui de la « Grande Albanie », qui de la photo du Kosovo-et-Métochie serbe. Néanmoins, les réactions avaient été bien plus modérées que lors des inondations, malgré l'aspect très politique de l'incident, montrant que les discussions précédentes avaient porté leurs fruits.

Ce travail d'apaisement des tensions politiques n'est qu'une partie de ce que l'ONG a à gérer. Elle doit également déconstruire les préjugés, transmis par les générations d'au-dessus, que les jeunes perpétuent sans esprit critique, et à des traditions culturelles parfois contradictoires avec ce que le projet essaye d'atteindre. Une des premières règles en séminaire est de faire la liste des expressions à éviter et des mots à bannir. « *Majup* », un mot péjoratif qui désigne les Roms et Ashkali, est employé à toutes les sauces par les volontaires : on leur explique que c'est une insulte qui ne doit pas être utilisée dans le cadre du projet. Certains protestent : « *Mais même eux s'appellent comme ça entre eux, pourquoi on ne pourrait pas l'utiliser nous aussi !* » ou « *Ça ne les gêne pas qu'on les appelle comme ça, ça les fait rigoler* ».

Divisées entre Roms, Ashkalis et Égyptiens, ces communautés souffrent de discriminations particulières au Kosovo. Représentant environ 1,5 % de la population, elles doivent faire face à des conditions sociales discriminantes et à une pauvreté économique extrême. Le manque d'accès à l'éducation et de documents d'État officiels fait de ces populations les plus vulnérables du Kosovo, et

la situation des femmes et des filles est encore davantage préoccupante. Il est très difficile dans le cadre du projet d'arriver à recruter de jeunes filles de ces communautés. Les parents et membres masculins de la famille exercent une pression forte pour que les filles restent dans les strictes limites du rôle qui leur revient : aider à la maison, aux tâches ménagères, et se marier le plus vite possible. Ainsi, parvenir à les faire venir sur les séminaires multiethniques relève d'un travail de conviction de longue haleine auprès des parents, qui ne porte pas toujours ses fruits. Encore récemment, l'équipe est revenue déçue d'une visite à Plemetin, petit village où cohabitent Albanais, Ashkali, Roms et quelques familles de Serbes : la jeune volontaire de 17 ans, recrutée quelques mois auparavant, s'est mariée et n'aura plus le « temps » de participer aux activités. Un jeune Ashkali de la ville de Shtime qui a une fratrie de trois sœurs, nous explique au détour d'une conversation que sa benjamine de 15 ans ne va plus à l'école : « *Pourquoi ? Bah je ne sais pas, c'est comme ça* ».

Sport4Youth, un projet et une méthodologie uniques au Kosovo

Afin de mesurer l'impact du projet, l'ONG évalue la progression des volontaires entre leur entrée dans le projet et le moment où ils en sortent. Toutes sortes de critères sont utilisées : création d'amitiés, réduction des préjugés, envie de collaborer entre les jeunes de différentes communautés. Si en 2014, seulement 22 % des jeunes bénévoles considéraient que la coopération interculturelle était relativement facile, en 2017 ils sont 89 % à la juger excellente. Le projet vise également à mesurer si les jeunes ont amélioré leurs connaissances sur l'interculturalité, et s'ils ont désormais une meilleure opinion des autres. En 2015, 83 % des jeunes bénévoles déclaraient que le projet était utile pour découvrir et apprendre de leurs pairs, et 84 % évaluaient que les enfants étaient plus tolérants à l'égard de la différence grâce aux activités du projet.

Pour les jeunes volontaires, la force du projet réside dans son aspect multiculturel. En 2012, un volontaire du village de Ropotovo expliquait : « *L'objectif de Sport4Youth est celui de rassembler les différentes communautés et je pense que c'est une bonne chose car ça apaise les tensions entre communautés. Maintenant je peux dire que Sport4Youth m'a permis de considérablement changer mon point*



Le travail de terrain de Play International

(Photo © PLAY International)

de vue concernant les Albanais kosovars ». Le volontaire a rappelé le fait qu'il n'avait jamais eu de contact avec des enfants de différentes communautés avant de rejoindre le projet. En 2013, un jeune de Tunel déclarait : « *J'ai appris à ne plus avoir de préjugés envers les autres communautés, à ne plus avoir d'idées préconçues sur les autres avant de les connaître. Je suis plus tolérant, moins nerveux. Avant ce projet, j'avais une opinion totalement différente sur les communautés. On apprend à considérer les Serbes comme des ennemis. Aujourd'hui, j'ai changé d'opinion car je ne peux pas certifier que tout le monde soit pareil. Maintenant, je n'aurais plus de préjugés puisque je considère qu'un Serbe kosovar peut être quelqu'un de bien, même mieux que quelqu'un d'une autre communauté* ».

La plupart des organisations de la société civile travaillent de façon segmentée, pour un groupe particulier : soutien scolaire aux Roms, activités pour les Serbes, projets d'émancipation des femmes albanaises, etc. De ce fait, elles aident ces groupes vulnérables mais laissent de côté une grosse partie du problème, qui relève du vivre-ensemble dans le respect les uns des autres. À travers les activités du projet *Sport4Youth*, c'est l'éducation et l'émancipation de ces jeunes que nous cherchons à atteindre. Questionner les partis pris, les préjugés, les stéréotypes, transmettre un peu d'esprit critique à ces jeunes générations, pour qu'elles puissent contribuer à construire une société plus égalitaire, moins discriminante. Cette approche reste malheureusement assez unique au Kosovo.

Rugby au Kosovo : quand les femmes prennent le pouvoir

Par **Bronwyn Jones**, fondatrice
de *Klubi e Rugby Qikat*.

Traduit de l'anglais par Ewa Tartakowsky

Le rugby et les droits des femmes au Kosovo cheminent de concert. En novembre 2017, Klubi e Rugby Qikat (Qikat signifie en jargon albanais les filles « cool »), l'équipe de rugby féminin se crée au Kosovo. Fin décembre de la même année, suite à une décision gouvernementale de couper les fonds, les victimes de violences familiales et de traite sont expulsées de leurs refuges. En janvier 2018, les femmes du Kosovo sont finalement indemnisées pour les viols commis en temps de guerre. Le 2 juin 2018, le premier tournoi féminin de rugby à XV a lieu au Kosovo.

Une société patriarcale⁽¹⁾

Le rugby est un nouveau sport au Kosovo. Jusqu'à ce que les « internationaux » - c'est-à-dire les membres d'ONG internationales et de diverses missions de l'ONU – ne s'y installent, il n'y avait pas de clubs ou d'équipes de rugby. Aujourd'hui, les clubs de rugby masculins existent ainsi que des clubs féminins. Mais nombreux étaient ceux qui doutaient que dans une société aussi patriarcale que celle du Kosovo, les femmes joueraient ou seraient intéressées à jouer au rugby.

Quelques chiffres permettent de prendre la mesure de ce challenge. Selon le Comité national olympique du Kosovo, seulement 15 % des femmes du Kosovo pratiquent un sport. Mais 68 % des femmes y sont victimes de violences domestiques et 20 % des hommes et des femmes pensent qu'il est acceptable qu'un homme frappe sa femme, selon un sondage réalisé par le Réseau des femmes du Kosovo en 2015. Selon la Mission des Nations Unies au Kosovo, les femmes représentent 60 % des chômeurs. Le cabinet du gouvernement actuel compte trois femmes ministres sur 22 ministres.

Malgré cela, des femmes ont été à la pointe du succès sportif, comme Majlinda Kelmendi qui a remporté la première médaille d'or du Kosovo aux Jeux Olympiques.

Un projet sportif et d'émancipation pour les femmes

Le rugby à XV se féminise lui aussi : « la participation est passée de 200 000 à 2,6 millions depuis 2009, et 29 % des joueurs de rugby sont des femmes »⁽²⁾. En 2017, selon le même journal, il y a eu plus de femmes que d'hommes qui ont joué pour la première fois au rugby, situation inédite⁽³⁾.

Comparé à d'autres pays – même régionalement – le rugby n'a pas rencontré de grand succès chez les hommes.

Les femmes, elles, l'ont embrassé avec enthousiasme. Pour elles, le rugby donne l'opportunité de voyager, d'avoir un club qui leur est propre et d'être des pionnières.

Lorsque j'ai commencé à monter la première équipe de rugby féminin, je voulais juste jouer moi-même et mieux apprendre le jeu. Mais tandis que je créais l'équipe, j'ai réalisé que ce serait plus qu'un simple club de sport. Dans le contexte kosovar, ce serait une opportunité rare pour les femmes d'avoir leur propre espace qu'elles pourraient organiser et dont elles pourraient s'occuper elles-mêmes.

Nous avons actuellement près de trente membres actifs, encadrés par des hommes expatriés qui offrent leur temps et leur équipement pour nous aider. Sans eux, ce projet n'aurait pas fonctionné. Les femmes de notre équipe vont des étudiantes dans la vingtaine aux adultes dans la quarantaine. La majorité sont des Kosovares locales. Certaines ont déjà pratiqué le sport ; pour d'autres, c'est la première fois.

Actuellement, K.R. Qikat ne reçoit aucun financement à l'exception d'un parrainage de maillots de la part d'un pub écossais local. Nous organisons régulièrement des collectes de fonds et du bénévolat pour que le club fonctionne. Le Kosovo n'est pas encore reconnu par le Rugby Europe mais une fédération de rugby du Kosovo vient d'être formée et nous espérons vivement que la reconnaissance sera finalisée d'ici l'automne.

Une organisation inclusive et collaborative

L'organisation va du bas vers le haut. Pour l'essentiel, cela s'approche du concept d'un *Piccolo Gruppo* : une technique d'organisation féministe et de gauche en Italie. Tout le monde dans le groupe a son mot à dire et tout le monde peut se porter volontaire pour travailler sur différentes questions pour le groupe ou décider des choses qui doivent

1. Tous les intertitres sont de la rédaction.

2. Tim Wigmore, « The future of Rugby Union is bright, global – and female », *Inews.co.uk*, le 1er mars 2018.

3. *Ibid.*

être faites. De cette façon, toutes les femmes ont l'occasion de pratiquer le leadership, la responsabilité et le travail d'équipe sur et hors du terrain. Par exemple, la collecte de fonds, la formalisation du statut d'équipe en tant qu'association, la sensibilisation, la planification sont gérées par différents membres et groupes au sein de l'équipe elle-même. Cela permet également à chaque femme de se sentir propriétaire de l'équipe et de se responsabiliser les unes envers les autres.

Beaucoup de personnes qui s'intéressent ou jouent au rugby remarqueront que c'est une structure très différente de la façon dont les équipes sont habituellement rassemblées. Dans d'autres pays, l'équipe est très hiérarchique avec les capitaines et les joueurs ; il n'est possible de parler à l'arbitre comme c'est le cas notamment au football. Au lieu de cela, nous privilégions une discipline à tous égards, jusqu'à la façon de faire un tackle. Mais si nous maintenons cette discipline, c'est d'une manière différente. Notre culture d'équipe est davantage axée sur les aspects collaboratifs du sport et sur le dévouement absolu à l'autre. En témoignent ces deux joueuses. « *Je voulais arrêter d'avoir peur de tout* », dit Jerinë à propos de sa participation dans l'équipe. « *Je détestais mes jambes épaisses. Peu importe ce que je faisais, je n'arrivais pas à mincir et les faire ressembler à une cuisse de poulet plutôt qu'à une jambe de dinde. Mais depuis hier, je me suis rendu compte qu'être forte et avoir les jambes que j'ai peut vraiment être utile. C'est génial* », dit Anjeline.

Le sport en général, mais particulièrement un sport comme le rugby, développe des sentiments de confiance et d'estime de soi. Le rugby a ses propres valeurs : le respect, l'égalité, l'esprit sportif, le plaisir et la tolérance. Alors qu'une femme dans notre société lie souvent son estime de soi au mariage et aux enfants, le sport lui permet de s'exprimer à sa manière et, au sein du groupe, cette dynamique d'expression de soi devient plus forte. Afërdita en parle en ces termes : « *Avant de commencer à jouer au rugby, je manquais vraiment de confiance et [j'avais] peur de marcher dans la rue. Mais les choses ont changé [quand] j'ai commencé à jouer au rugby. Ça me donne la confiance que je cherchais depuis des années. Et, oui, maintenant je suis fière de dire que je joue au rugby et de partager ce merveilleux sentiment avec les gens autour de moi* ».

Ce sont quelques-unes des raisons pour



(Photo © Klubi e Rugby Qikat)

Femmes de l'équipe Klubi e Rugby Qikat

lesquelles les espaces et les opportunités comme le rugby sont si vitaux pour les femmes au Kosovo. Il est donc regrettable qu'il n'y ait pas plus d'aide pour le développement et les programmes sportifs au Kosovo pour les femmes, sachant que toutes les enquêtes confirment l'impact du sport pour autonomiser les femmes dans le monde, notamment dans les domaines de la lutte contre les violences domestiques, pour l'égalité des sexes et leur émancipation. C'est d'autant plus étonnant qu'il s'agit des champs d'investissement particulièrement prioritaires pour les bailleurs de fonds. Même si le Kosovo possède quelques groupes de sport gratuits pour les jeunes, il manque sévèrement d'installations sportives publiques décentes.

Vers de nouveaux défis...

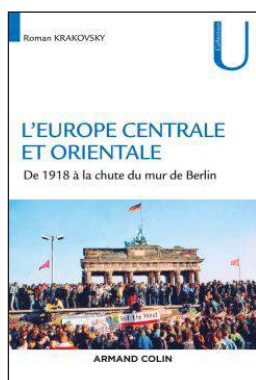
Nous sommes également confrontés à de nouveaux défis : ceux de l'inclusion dans notre équipe des minorités présentes au Kosovo : serbes, bosniaques, turques, roms et croates. Maintenant que nous avons une base forte et croissante de femmes, nous souhaitons agrandir notre club pour y intégrer des personnes issues de minorités et ce quel que soit l'âge ou le sexe : garçons et filles de moins de 18 ans et hommes adultes.

Bien que leur intégration ne soit pas réalisée pour le moment au sein de l'équipe, nous cherchons à accroître la sensibilisation dans ce domaine. Enfin, nous nous tournons vers les jeunes femmes kosovares de notre club pour prendre la tête non seulement du club mais aussi de la Fédération. Il est important que ces jeunes femmes aient fait leurs premiers pas en tant que leaders d'un nouveau sport au Kosovo.

Lire

Roman Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale. De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Paris, Armand Colin, 2017, 310 p.

Antoine Marès et Alain Soubigou, *L'Europe centrale dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris, Ellipses, 2017, 336 p.



Enfin! Voici deux manuels sur l'histoire de cette partie de l'Europe que l'on appelle communément « centrale et orientale ». Dès l'introduction les auteurs de ces deux ouvrages mettent en garde : l'appellation même de cette région est

éminemment politique. « Europe du centre-est », « Mittleeuropa », « Europe intermédiaire », « Europe centrale et orientale »... renvoient, selon Antoine Marès et Alain Soubigou à autant de « connotations historiques marquées ». Raison pour laquelle ces deux universitaires plaident pour « Europe médiane ». Roman Krakovsky titre quant à lui son livre « Europe centrale et orientale » tout en précisant que « la profusion de termes utilisés témoigne de la difficulté à définir clairement cet espace qui acquiert à chaque époque une signification différente ».

Tous les auteurs s'accordent néanmoins sur l'emplacement de cette zone, « coincée entre l'Allemagne et la Russie » (Marès et Soubigou), « entre l'Europe catholique et protestante et l'Europe byzantine » (Krakovsky). Mais ses frontières précises restent floues et évoluent au gré des époques. Ce territoire se caractérise également par le manque d'un sentiment d'appartenance à une entité territoriale commune autre que nationale qui participe d'un « sentiment d'isolement et d'encerclement » (Marès et Soubigou) que l'on peut encore observer en Pologne ou en Hongrie. Cette région est enfin fortement marquée d'hétérogénéité : linguistique d'abord, religieuse ensuite, de peuplement enfin. Comme le souligne à juste titre Roman Krakovsky, « le



seul facteur culturel commun de la région – et qui lui donne pour longtemps sa spécificité – est la culture yiddish et allemande ». Facteur désormais anéanti...

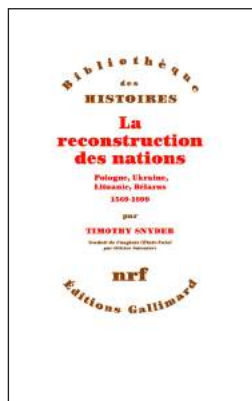
Pour autant, cette partie de l'Europe aux trajectoires nationales incertaines

partage certaines expériences historiques et géopolitiques. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, elle élabore « des solutions alternatives au capitalisme libéral et à la démocratie parlementaire » (Krakovsky) tout en étant « une matrice de la modernité à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle » (Marès et Soubigou); elle se présente comme un « laboratoire de la coexistence » (ibid.) qui voit naître des idées de fédération ou de confédération. L'Europe centrale et orientale est ce « sismographe » des évolutions de l'Europe tout entière, pour reprendre l'expression d'Antoine Marès et Alain Soubigou, cette région au « destin commun dans les périodes de crises » pour emprunter celle de Krzysztof Pomian.

Décentrer notre regard de l'Europe occidentale et se pencher sur cette « autre » Europe qui, selon Roman Krakovsky, « n'est jamais plus "européenne" que dans ces moments de crise » permet de déceler « les symptômes d'une crise européenne plus large » qui « constituent en ce sens une forme d'avertissement pour le reste du continent ». Deux ouvrages historiques qui permettent en somme de comprendre les évolutions européennes dans leur ensemble et toute leur profondeur.

Ewa Tartakowsky

Timothy Snyder, *La reconstruction des nations: Pologne, Ukraine, Lituanie, Bélarus (1569-1999)*, Paris, Gallimard, 2017, 510 p.



S'inscrivant dans la continuité de ses travaux sur l'Europe centrale et orientale, dont le célèbre *Terres de sang, L'Europe entre Hitler et Staline* (Gallimard, 2012), *La reconstruction des nations* porte sur la République des Deux Nations et son héritage contemporain. De quoi s'agit-il ? D'un

territoire né de l'union en 1569 du Royaume de Pologne avec le Grand Duché de Lituanie. D'où les « deux nations » et d'où également un caractère républicain qui correspond en fait au régime de la monarchie élective. Concrètement, il s'agit d'un territoire multiculturel, multiethnique, multi-religieux et multilingue qui couvre une grande partie de la Pologne, de la Lituanie, de la Biélorussie et de l'Ukraine actuelle. Ce territoire et sa période d'existence constituent encore aujourd'hui la matrice mémorielle de ces quatre pays : un « âge d'or » polonais, qui voit la dynastie des Jagellonne régner sur le plus grand territoire européen, mais donnant matière à des débats polono-lituanais sur le caractère colonisateur de ce traité de l'union. Une période qui correspond aux débuts de

la constitution des territoires ethniques et nationaux de la Biélorussie et de l'Ukraine. La mythologie liée à cet espace est d'autant plus forte qu'elle s'articule à la promotion des langues nationales, à la construction des États-nations et que ce territoire se voit disloqué par les partages successifs de la fin du XVIII^e siècle entre la Prusse, l'Empire austro-hongrois et la Russie. Malgré le caractère multiculturel et multiconfessionnel de la République des Deux Nations, c'est une conception ethnoculturelle qui va prévaloir à la fin de la Première Guerre mondiale qui voit la renaissance étatique de la Pologne et de la Lituanie. Le génocide des juifs, perpétré par les nazis avec souvent une forte complicité des populations locales, modifie la structure démographique de ces territoires qui deviennent de fait « ethniquement purs » selon le souhait des idéologues de la période de l'entre-deux-guerres. Mais Timothy Snyder ne s'arrête pas à la Seconde Guerre mondiale. Il suit la trajectoire de la mémoire sociale des nations lituanienne, biélorusse, ukrainienne et polonaise jusqu'à la période contemporaine et l'entrée de certaines de ces anciennes-nouvelles républiques dans l'Otan et l'Union européenne. Au-delà d'un livre d'histoire à proprement parler, il s'agit d'un ouvrage stimulant pour comprendre les héritages qui structurent encore aujourd'hui le contexte socio-politique de cette région européenne. **E.T.**

Ludmila Oulitskaïa, *À conserver précieusement*, Paris, Gallimard, 2017, 416 p.



Admirée dans le monde entier pour ses romans, mais aussi ses nouvelles et ses essais qui, de *Sonietchka* (1996) au *Chapiteau vert* (2014), en passant par *Sincèrement vôtre*, *Chourik* (2005) ou *Daniel Stein, interprète* (2008), l'ont imposée comme la grande écrivaine russe

d'aujourd'hui. « *J'ai rencontré tant de gens d'une telle dimension, d'une telle beauté, et même d'une telle sainteté qu'il me semble en connaître suffisamment pour dix vies. La plupart sont morts, et je suis la détentrice de choses terriblement éphémères et très*

précieuses », dit Ludmila Oulitskaïa. Son dernier et douzième livre s'intitule justement *À conserver précieusement*. C'est un recueil de chroniques, de souvenirs, de réflexions, de choses vues, et de portraits qui prône l'importance des liens face à l'éphémère. L. Oulitskaïa lève le voile sur son parcours, ses origines, les êtres qui lui sont chers, les épisodes marquants de sa vie, ou encore ses émotions littéraires. À travers ce témoignage de l'intime, elle transcrit plus largement l'atmosphère de la réalité russe d'aujourd'hui, mais aussi les dernières décennies de la société soviétique et de ce qu'elle avait de si particulier.

Un témoignage poignant à lire et à conserver effectivement précieusement.

Camille Coatalem-Serikoff

Lise Barcellini, *Kazakhstan: Jeune nation entre Chine, Russie et Europe*, Paris, Atelier Henry Dougier, 2017, 160 p.



Après deux années passées au Kazakhstan, Lise Barcellini, journaliste à France 24, publie un ouvrage sur le Kazakhstan, qu'elle qualifie elle-même « pays le plus occidental d'Asie centrale ». Ce livre dresse le portrait d'un pays raconté par ses habitants.

En effet, que connaît-on du Kazakhstan ?

Les jeunes générations penseront peut-être à *Borat*, ce film caricatural avec le comédien britannique Sacha Baron Cohen. Les sportifs se rappelleront sans doute du Tour de France et du cycliste Alexandre Vinoukourov de l'équipe d'Astana, et les mélomanes fredonneront « Dans les steppes de l'Asie centrale ».

Jeune État indépendant seulement depuis 26

ans, c'est un pays encore en mutation, qui cherche sa place entre tradition et modernité. L'auteure dévoile à travers 41 témoignages les influences culturelles, les coutumes nomades mais aussi les espoirs et les craintes de cette population multi-ethnique (66 % de Kazakhs, 20 % de Russes, 3 % d'Ouzbeks, 1,64 % d'Ukrainiens, 1,45 % d'Ouïghours en 2016). Une palette de thématiques est abordée comme le cosmodrome de Baïkanour, la mer d'Aral, la menace islamiste ou encore les déportations sous Staline.

Cet ouvrage révèle les différentes facettes du pays, situé au carrefour des civilisations. Charnière entre l'Europe et l'Asie, synthèse entre un modèle européen apporté par la Russie, un lourd héritage soviétique et une prégnance des traditions turco-musulmanes, le Kazakhstan et ses habitants se révèlent aussi déroutants que fascinants!

C.C.-S.